

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification

Code RNCP : 26356

Intitulé

MASTER : MASTER Mention "Science Politique"

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Toulouse 1 Capitole	Présidente de l'Université Toulouse 1 Capitole, Recteur de l'Académie de Toulouse, Chancelier des universités

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

120 Spécialités pluridisciplinaires, sciences humaines et droit, 128 Droit, sciences politiques, 340 Spécialités plurivalentes des services à la collectivité

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Cette mention comprend les parcours types suivant :

- Science politique (UT1)
- Relation internationales et politiques de sécurité (UT1)
- Politique et sécurité (UT1)
- Gouvernance des relations internationales (IEP)
- Conseil, Expertise en Action Publique (IEP)
- Etudes Culturelles (Culture, Média et Politique) (IEP)
- Gouvernance des systèmes éducatifs (IEP)

dont les activités et les compétences ou capacités attestées communes sont décrites ci-après.

Pour consulter les informations spécifiques aux parcours types, se référer aux liens Internet renvoyant vers les fiches parcours types des établissements.

Liste des activités visées par le diplôme, le titre ou le certificat

- Définition et gestion de projets,
- Elaboration de choix, de méthodes et moyens d'analyse de situations économiques et politiques,
- Rédaction de diagnostics et des préconisations,
- Contrôle de l'application et du respect réglementaire,
- Gestion de budget
- Management d'une équipe

Compétences ou capacités évaluées

- Repérer, analyser et décrypter les réalités, les enjeux et les pratiques des politiques publiques, de l'action des organisations des groupements et mouvements politiques, syndicaux et associatif,
- Comparer et comprendre les systèmes économiques, politiques et juridiques de différentes nations,
- Identifier les caractéristiques sociales, économiques, politiques et culturelles des grandes aires géoculturelles,
- Repérer des problématiques politiques, économiques et juridiques dans l'analyse des différentes mutations du système national et international,
- Se repérer dans les structures et comprendre leur fonctionnement afin de déterminer les enjeux culturels, politiques, économiques et sociaux de ces établissements,
- Analyser une demande et proposer des solutions adaptées et sécurisées aux plans juridique et économique,
- Réaliser des démarches auprès d'organismes publics ou privés.

Compétences transversales

- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Actualiser ses connaissances par une veille dans son domaine, en relation avec l'état de la recherche et l'évolution de la réglementation
- Evaluer et s'autoévaluer dans une démarche qualité
- S'adapter à différents contextes socio-professionnels et interculturels, nationaux et internationaux
- Rédiger des cahiers des charges, des rapports, des synthèses et des bilans,
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non-ambiguë, en français et dans au moins une langue étrangère, et dans un registre adapté à un public de spécialistes ou de non-spécialistes
- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information de manière adaptée ainsi que pour collaborer en interne et en externe

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

- O Administration publique
- M Activités spécialisées, scientifiques et techniques
- U Activités extraterritoriales
- R Arts, spectacles et activités récréatives

Type emplois accessibles:

- Inspecteur des douanes,
- Chargé(e) de mission aux relations internationales,
- Directeur(trice) adjoint(e) d'établissement et d'enseignement,
- Chargé(e) de communication et des relations publiques en matière culturelle,
- Attachée de conservation du patrimoine,

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1704 : Management de la sécurité publique

M1806 : Conseil et maîtrise d'ouvrage en systèmes d'information

K1404 : Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

K2103 : Direction d'établissement et d'enseignement

K1602 : Gestion de patrimoine culturel

Réglementation d'activités :

Non concerné

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition de l'ensemble des aptitudes, connaissances et compétences constitutives du diplôme. Celles-ci sont appréciées soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés.

Chaque bloc d'enseignement a une valeur définie en crédits européens (ECTS). Le nombre de crédits par unité d'enseignement est défini sur la base de la charge totale de travail requise et tient donc compte de l'ensemble de l'activité exigée : volume et nature des enseignements dispensés, travail personnel requis, des stages, mémoires, projets et autres activités. Pour l'obtention du diplôme de master, une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 ECTS au-delà du grade de licence.

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUI	NON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Leur composition comprend : - des enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
En contrat d'apprentissage		X	
Après un parcours de formation continue	X		Leur composition comprend : - des enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
En contrat de professionnalisation		X	

Par candidature individuelle X Leur composition comprend :

- des enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements.
- des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements

Par expérience dispositif VAE prévu en 2002 X Le jury est composé :

- d'une majorité d'enseignants-chercheurs
- des personnes ayant une activité principale autre que l'enseignement et compétentes pour apprécier la nature des acquis, notamment professionnels, dont la validation est sollicitée.

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS	ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX
	<p>Plusieurs partenariats internationaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Nouvelle Université Bulgare de Sofia et l'École Supérieure de la Francophonie pour l'Administration et le Management (ESFAM) à Sofia et l'U. Franco-Gabonaise Saint-Exupéry à Libreville (CEAP) ; U. Antar Diop à Dakar, U. St Joseph à Beyrouth, U. du Rosaire à Bogota, U. Andine à Quito, TEC Monterrey, -Un double diplôme avec la Faculté de science politique de l'université de Bologne (CEAP et Laurea magistrale « Politica, Amministrazione, Organizzazione »)

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 23 mai 2016 accréditant l'Université Toulouse-I en vue de la délivrance de diplômes nationaux

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

V.A.E : Code de l'éducation : article L613-3 et L613-4

Références autres :

- Arrêté du 22 janvier 2014 fixant les modalités d'accréditation d'établissements d'enseignement supérieur
- Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master
- Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, publié au J.O du 27 avril 2002
- Arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master

Délégation de gestion de l'UT1 à Sciences Po Toulouse pour la gestion de certains parcours de master : article 8.2.1 de la convention d'association de l'IEP à Sciences Po Toulouse du 16/10/2015

Pour plus d'informations**Statistiques :**

<http://www.ut-capitole.fr/orientation-et-insertion/etudes-sur-les-parcours-et-l-insertion-professionnelle/>

http://www.sciencespo-toulouse.fr/nos-diplomes-472775.kjsp?RH=iep_fr&RF=nos_diplomes

Autres sources d'information :

http://www.sciencespo-toulouse.fr/nos-diplomes-472775.kjsp?RH=iep_fr&RF=nos_diplomes

http://www.ut-capitole.fr/formations/nos-diplomes/masters/nos-masters-en-science-politique-337230.kjsp?RH=INTERNET_FR&IFRAME=null

Université Toulouse 1 Capitole**Lieu(x) de certification :**

Université Toulouse 1 Capitole : Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon - Haute-Garonne (31) [Toulouse]

Université Toulouse 1 Capitole – 2, rue du Doyen Gabriel Marty – 31042 Toulouse cedex

Sciences Po Toulouse. 2 ter rue des puits creusés CS 88526, 31685 Toulouse Cedex 6

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Toulouse

Historique de la certification :

Le Master « science politique » est proposé par l'université Toulouse 1 Capitole en partenariat avec l'IEP, qui dispose à ce titre d'une délégation de gestion pour 4 parcours du Master de science politique dans le cadre de sa convention d'association.

La formation est localisée à Toulouse. Plusieurs parcours font l'objet de délocalisations (5) : à Sofia, à Libreville, (CEAP), à Dakar (P&S) et à Monterrey (RIPS en cours).